

LUTTER POUR LES FEMMES EN RDC

La République démocratique du Congo est déchirée par un conflit alimenté par de puissants intérêts étrangers pour les richesses de son sous-sol. Josée Shimbi Umba est Première Secrétaire Générale Adjointe du Conseil des Syndicats de Métallurgistes de la RDC (CSC), responsable des femmes, et se bat pour les droits des femmes dans un contexte d'abus et d'exploitation extrêmes.

En 1994, Josée a été licenciée de son emploi d'infirmière alors qu'elle sollicitait un congé de maternité étendu en raison d'une grossesse difficile. Au bout de quatre années passées à la maison, elle a contacté le syndicat pour contester son licenciement abusif et a été réintégré.

« Je me suis rendue compte que sans syndicat, il n'y a personne pour se battre pour vous, » dit Josée. Elle a continué à faire passer ce message à d'autres travailleurs après avoir été élue comme déléguée syndicale en 1999. En 2003, elle a reçu à plein temps la responsabilité des questions des femmes à la CSC, « j'allais d'entreprise en entreprise dans tous les secteurs qui sont les nôtres pour raconter mon histoire et encourager les femmes à rejoindre le syndicat. »

Dans toutes les entreprises où la CSC compte des membres, des élections pour un comité des femmes sont organisées. Le but principal d'un comité des femmes est de souligner et combattre les problèmes rencontrés par les femmes sur le lieu de travail.

Il n'existe en RDC que peu d'emplois dans le secteur formel, où de manière surprenante, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Mais généralement, ces emplois ont un prix : il est de pratique courante que les chefs masculins donnent un boulot aux femmes en échange de relations sexuelles. Une fois le job octroyé, le même chantage s'exerce pour la sécurité d'emploi ou pour obtenir de l'avancement, « c'est ce qu'on appelle ici la "promotion canapé", » confie Josée. Le harcèlement sexuel sur le lieu de travail est monnaie courante et existe avant et pendant l'emploi.

Josée indique que la situation des femmes du secteur informel est pire : « Sans le bénéfice d'une assurance santé, de pension et d'allocations familiales, les femmes

évoluant dans l'économie informelle sont confrontées à de nombreuses difficultés et sont dépourvues de protection sociale. » Elles sont également harcelées régulièrement pour payer des « taxes » par différents fonctionnaires véreux ou se font confisquer leurs biens.

Il faut ajouter à cela que la violence à l'égard des femmes est telle dans les zones de conflits que les syndicats encouragent les femmes à porter des préservatifs féminins pour se rendre au travail. Le viol est une réalité quotidienne si insurmontable à prévenir au niveau systémique que la meilleure chose qui puisse être proposée est de s'assurer qu'une protection soit en place. Josée explique : « quand une femme est prise de force, au moins on peut lui épargner les maladies sexuellement transmissibles. »

Ces zones de conflit se situent autour des exploitations minières, où l'on trouve des mines de petite envergure. Elles sont caractérisées par une surpopulation, car les gens se ruent sur ces maigres occasions de gagner ce qu'ils peuvent au départ de la demande de minerais qui trouveront à être écoulés auprès des multinationales et finalement sur le marché mondial. Les femmes viennent là pour vendre des denrées aux mineurs, tel de la nourriture. Ce qui pourrait être obtenu d'elles par la force est parfois volontairement monnayé. « Les femmes pratiquent la prostitution dans ces régions pour survivre ou faire l'appoint à ce qu'elles gagnent de ce qu'elles sont à même de vendre, » explique Josée.

Elle parle d'un projet que la CSC nourrit depuis deux ans pour essayer d'atteindre les femmes dans ces zones de conflits, mais reconnaît qu'il ne pourra pas grand-chose sans une volonté politique de la part du gouvernement de prendre en compte les problèmes sous-jacents.

PAYS :
République démocratique
du Congo
SYNDICAT :
Conseil des Syndicats de
Métallurgistes de la RDC (CSC)

profil

TEXTE :
Aisha Bahadur

PHOTO :
Josée Shimbi Umba.
IndustriALL



CONSEIL DES SYNDICATS DE MÉTALLURGISTES DE LA RDC

Ce syndicat compte 400.000 membres et est en croissance constante. Il regroupe des travailleurs et travailleuses d'une multitude de secteurs tels le transport, les mines, le textile, l'enseignement et la construction.

« Il peut être éprouvant, stressant et frustrant mais c'est un job passionnant pour moi de savoir que j'aide d'autres femmes » déclare Josée. « Petit à petit, nous y arrivons, les femmes commencent à connaître leurs droits, s'impliquent davantage dans le syndicat et je suis fière d'avoir ma part dans ce changement positif. »

Mais la gravité de la situation créée par les conflits est un énorme obstacle à tout progrès significatif. « Ces minerais ne nous mènent à rien, nous pouvons trouver une autre voie. Les multinationales pourraient investir comme il faut, créer des emplois et la stabilité, » estime Josée. « Ce qu'il nous faut, c'est la paix ; s'il n'y a pas la paix, rien ne pourra être obtenu. »